

ASSEMBLÉE NATIONALE

13 octobre 2021

PLF POUR 2022 - (N° 4482)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° II-162

présenté par

M. Dive, M. Benassaya, M. Kamardine, M. Bony, M. Emmanuel Maquet, M. Cherpion,
Mme Corneloup, Mme Boëlle, Mme Louwagie, M. Jean-Claude Bouchet, Mme Poletti,
Mme Audibert, Mme Bouchet Bellecourt, Mme Porte, M. Cattin, M. Reiss, M. Jean-Pierre Vigier,
M. Nury, M. Manuel, M. Bouley, Mme Kuster, M. Descoeur, M. Boucard, M. Viry,
Mme Anthoine, Mme Bazin-Malgras, M. Di Filippo, M. Sermier et Mme Bonnard

ARTICLE 20**ÉTAT B****Mission « Recherche et enseignement supérieur »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Formations supérieures et recherche universitaire	0	0
Vie étudiante	0	0
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	8 000 000	0
Recherche spatiale	0	8 000 000
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	0
Recherche duale (civile et militaire)	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	0	0
TOTAUX	8 000 000	8 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

En France, 2550 enfants sont diagnostiqués d'un cancer chaque année (30 000 en Europe) et chaque année 500 enfants en décèdent (6000 en Europe). Les associations sont mobilisées et mettent en place différentes opérations pour sensibiliser les Français et les pouvoirs publics, tel est le cas par exemple de l'opération « Septembre en or ».

La mobilisation parlementaire a permis fin 2018 la création d'un fonds dédié de 5 millions par an pour la recherche fondamentale, la majorité des associations estime à juste titre que le budget pour la recherche est insuffisant (ce fonds doté de 5 millions d'euros était déjà bien loin du compte par rapport au besoin évalué par les associations et les professionnels : 18 millions d'euros). La recherche en oncologie pédiatrique ne bénéficie que très peu du soutien des industriels du médicament et les associations interviennent avec des moyens limités, de plus la crise de la Covid-19 a eu pour conséquence une baisse significative des dons.

Ce financement doit continuer de croître, c'est la raison pour laquelle cet amendement vise à rediriger 10 millions d'euros supplémentaires de la recherche spatiale, vers les recherches scientifiques et technologiques en sciences de la santé. La crise sanitaire nous a démontré qu'en matière de santé, nous ne pouvons pas avoir uniquement une approche comptable, nous devons massivement investir dans la recherche.

Cet amendement :

- flèche 8 millions d'euros de crédits supplémentaires vers l'action 15 « Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la vie et de la santé » au sein du programme 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ».

- et réduit de 8 millions d'euros les crédits de l'action 1 « Développement de la technologie spatiale au service de la science » au sein du programme 193 « Recherche spatiale ».